



Action n°17

Soutien à des programmes de rénovation énergétique de bâtiments tertiaires en favorisant le recours à des matériaux biosourcés et des énergies renouvelables

Dernière approbation

11/10/2024

Correspondance PO 14-20

Actions n° 21 et 25

QUOI ? Contexte et objectifs

- Lutter contre le changement climatique en réduisant les besoins énergétiques des bâtiments tertiaires et en favorisant les rénovations complètes et performantes
- Limiter la dépendance aux énergies fossiles, notamment en encourageant le déploiement des ENR,
- Favoriser le développement économique régional dans le domaine du bâtiment,
- Diminuer les charges énergétiques des propriétaires,
- Encourager le recours aux matériaux biosourcés.

QUOI ? Description des interventions soutenues dans le Programme

1. Tendre à la suppression des bâtiments tertiaires les plus énergivores (prioritairement classés E, F ou G),

Financer des travaux de rénovation énergétique du parc tertiaire à l'échelle d'une opération.

2. Encourager les démarches démonstratrices

Soutenir des opérations démonstratrices mettant en œuvre des procédés, matériaux, équipements innovants en émergence en vue de soutenir des logiques de rupture. Selon les besoins un ou plusieurs appels à projets sera lancé.

QUI ? Bénéficiaires potentiels

- Collectivités territoriales et leurs groupements,
- Entreprises (TPE, PME),
- Associations,
- Etablissements publics (dont université),
- Sociétés d'économie mixte,
- Sociétés publiques locales,
- SCI.

OÙ ? Territoires cibles

Région Centre-Val de Loire

QUELLES CONDITIONS ? Critères de sélection des projets

L'éligibilité des opérations est conditionnée au respect des lignes de partage avec les crédits du plan national de relance et de résilience (PNRR) afin d'éviter tout risque de double financement

Sont éligibles :

- Les opérations destinées aux activités suivantes : le commerce, l'administration, les transports, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et services aux particuliers, l'éducation, la santé et l'action sociale (source INSEE). Il s'agit du secteur tertiaire qui se compose du :

- Tertiaire marchand (commerce, transports, activités financières, services rendus aux entreprises, services rendus aux particuliers, hébergement-restauration, immobilier, information-communication).
 - Tertiaire non-marchand (administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale).
- Pour les rénovations à l'échelle d'une opération : performance énergétique après travaux visée : atteinte de la classe B de l'étiquette « énergie-climat » ou à défaut atteinte de la classe C conjugué d'un gain d'au moins 2 classes.
- Justificatif à fournir : audit énergétique avant travaux, effectué selon une méthode de simulation thermique dynamique ou basée sur le cahier des charges de l'Energetis Collectivité Bâtiment (ECB) de la Région Centre Val de Loire, au choix du maître d'ouvrage. Cette étude devra préciser le niveau de performance énergétique et GES atteint après réalisation des travaux préconisés).

	Classes énergétique éligibles avant travaux	Objectif après travaux	Gain de classes minimum
Bâtiments tertiaires à l'échelle d'une opération	D,E,F,G	Classe énergétique A,B,C	2

Des dérogations à ces modalités sont possibles pour **les bâtiments patrimoniaux dont le respect des caractéristiques ne permet pas de déterminer la classe énergétique avant travaux** (bâtiment désaffecté et sans système de chauffage sur une durée significative). Dans ce cas pourra être prise en compte la classe la moins favorable, à savoir G, sur présentation d'une attestation du bureau d'étude».

Les opérations démonstratrices pourront être sélectionnées par le biais d'un ou plusieurs appels à projets, dont le cahier des charges définira les priorités et critères de sélection des projets.

QUELLES CONDITIONS ? Modalités de dépôt

Guichet (au fil de l'eau) ou Appel à projets pour soutenir des opérations démonstratives et innovantes

QUELLES CONDITIONS ? Conditions favorisantes

2.1 Cadre stratégique pour soutenir la rénovation en vue d'accroître l'efficacité énergétique des bâtiments résidentiels et non résidentiels

QUELLES CONDITIONS ? Principes horizontaux

Les opérations financées doivent être en cohérence avec les principes horizontaux suivants : égalité des chances, non-discrimination, égalité entre les hommes et les femmes, développement durable, accessibilité aux personnes en situation de handicap et Charte des droits fondamentaux de l'UE.

QUELLES CONDITIONS ? Respect des règles européennes

Régimes d'aides d'état notamment mobilisables :

- Règlement (UE) n° 2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021 modifiant le Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (Régime général d'exemption par catégorie (RGEC)) ;
- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Règlement UE n° 360/2012 de la commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité de fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordés à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

- Communication de la Commission relative à la notion d' «aide d'État» visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, C/2016/2946, OJ C 262, 19.7.2016, p. 1–50 .

Eligibilité des dépenses :

- Règlement (UE, Euratom) n°2018/1046 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, dit Omnibus ;
- Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE +, FEADER, FEAMP) pour la période 2021-2027 ;








Commande publique :

- Code de la Commande Publique ;
- Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 relative aux marchés publics ;
- Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Dépenses éligibles

- Dépenses d'investissement, d'équipement participant à l'amélioration de la performance « énergie-climat » du bâtiment¹,
- Dépenses de prestations externes²,
- Dépenses de communication de l'opération.

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Options de coûts simplifiés

	Mobilisable sur l'action
Taux forfaitaires : obligatoire lorsque le coût total du projet est inférieur à 200 000 €	
Taux de 40% : forfaitise les coûts hors frais directs de personnel dans la limite de 40% des coûts directs de personnel	
Taux de 15% : forfaitise les coûts indirects dans la limite de 15% des coûts directs de personnel	
Taux de 20% : forfaitise les coûts de personnel directs dans la limite de 20% des coûts directs hors frais de personnel directs	
Taux de 7% : forfaitise les coûts indirects dans la limite de 7% des coûts directs	
Taux forfaitaire(s) applicable(s) dans d'autres politiques de l'UE pour des opérations similaires	
Montants forfaitaires	

¹ Les dépenses éligibles d'investissement et d'équipement couvrent les postes de travaux suivants :

- Isolation : murs, planchers, bas, planchers hauts, ouvrants,
- Equipements de ventilation : caissons de ventilation, réseaux,
- Equipements de chauffage hors chaudière au fioul,
- Emetteurs de chauffage et réseau de distribution associés,
- Systèmes de régulation : GTB, GTC,
- Installation d'éclairage.
- **Sont également éligibles tous les travaux induits par les travaux d'isolation et de ventilation, qui n'auraient pas été prévus si les travaux n'avaient pas été réalisés, hormis les éléments de « remise en état/finitions » (peinture, carrelage...),**

² Les dépenses éligibles de prestations externes couvrent les :

- Études énergétiques : audit, études thermiques réglementaires, simulation thermique dynamique,
- Audits énergétiques,
- Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage environnementale,
- Prestations de mesure de l'étanchéité à l'air et de suivi énergétique et écogestes,
- Prestations de labélisation.



Taux maximum indicatif FEDER du coût total éligible

(sous réserve de la réglementation en matière d'aide d'Etat)

Pour les rénovations énergétiques à l'échelle d'une opération : taux d'intervention sur les dépenses éligibles de travaux en fonction du gain de classe :

Gain de classes « énergie-climat » du DPE	Taux
2 classes	10%
3 classes	20%
4 classes	30%
>5 classes	40%

Plus une **bonification additionnelle** du taux de :

- . 10% si mise en œuvre de matériaux biosourcés ³
- . 10% si mise en œuvre d'une ou plusieurs énergie renouvelable ⁴: 10% ;
- . 10% si une production d'hydrogène renouvelable connecté à l'installation ENR est prévue sur l'opération (conformément à la mesure 20 de la feuille de route hydrogène renouvelable)

Dans la limite de 60%

60%

Régimes d'aides applicables :

- Toute base juridique pertinente
- Régime Général d'Exemption par Catégorie (RGEC) n°651/2014 du 17 juin 2014.
- Règlement (UE) n° 360/2012 du 25 avril 2012 relatif aux aides de minimis SIEG (Services d'Intérêt Économique Général).
- Règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.

³ Matériaux biosourcés d'origine végétale ou animal avec un taux d'incorporation de 18kg de matériaux biosourcés par m2 de surface de plancher

⁴ Bois-énergie, géothermie, réseau de chaleur biomasse, solaire thermique et photovoltaïque, récupération, méthanisation

Montant de l'aide FEDER (minimum/maximum)	Minimum : 50 000 € par projet Maximum : 2 000 000 € par projet
--	---

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Autres cofinanceurs mobilisables (liste non exhaustive)

- Etat,
- Collectivités territoriales.







PERFORMANCE Indicateurs de réalisation et de résultat

Type	Numéro	Intitulé	Valeur 2024	Valeur 2029	Pièces justificatives
Réalisation	RCO19	Bâtiments publics dont la performance énergétique a été améliorée	20 833	83 333	Diagnostics de performance énergétique (DPE) ou audit énergétique
Résultat	RCR26	Consommation annuelle d'énergie primaire (dont : logements, bâtiments publics, autres)		17 500	DPE et étude thermique, rapport d'audit énergétique, certificats (ISO 50 001 qui couvrent à minima 80% de la facture énergétique de l'entreprise. Si la structure a recours à un prestataire externe qui n'est pas qualifié par un organisme de qualification, demander les certificats ISO 14 001).
Résultat	RCR29	Émissions estimées de gaz à effet de serre		4 000	DPE et étude thermique, rapport d'audit énergétique, certificats (ISO 50 001 qui couvrent à minima 80% de la facture énergétique de l'entreprise. Si la structure a recours à un prestataire externe qui n'est pas qualifié par un organisme de qualification, demander les certificats ISO 14 001

PERFORMANCE Cibles financières à atteindre sur l'action

10 000 000 €

PERFORMANCE Instruments financiers applicables

	Mobilisable sur l'action
1 – Subvention non remboursable	
2 – Subvention remboursable	
3 – Soutien par le biais d'instruments financiers : capital risque et de fonds propres ou équivalent	
4 – Soutien par le biais d'instruments financiers : prêt ou équivalent	
5 – Soutien par le biais d'instruments financiers : garantie ou équivalent	
6 – Soutien par le biais d'instruments financiers : bonifications d'intérêt, contributions aux primes de garantie, soutien technique ou équivalent	

ADMINISTRATION **Partie réservée à l'administration**

Service instructeur : service PO FEDER-FSE – Direction Europe et International – Conseil régional Centre-Val de Loire

Services et organismes consultés pour avis :

- Direction de l'Environnement et de la Transition Energétique (DETE) – Conseil régional Centre-Val de Loire
- Direction de l'Aménagement du Territoire (DAT) – Conseil Régional Centre-Val de Loire

Organismes à consulter pour information : Sans objet

ADMINISTRATION **Catégories d'intervention**

Domaine d'intervention	044 Rénovation ou mesures d'efficacité énergétique dans les infrastructures publiques, projets de démonstration et mesures de soutien
Forme de financement	01 Subvention
Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	33 Autres approches - Pas de ciblage géographique
Egalité entre les hommes et les femmes	03 Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes

CONTACT **Service(s) en charge de l'instruction des dossiers**

Contact : Conseil régional Centre-Val de Loire, Direction Europe et International, Service Programmation des Fonds européens FEDER FSE+

 : ext-europe@centrevaldeloire.fr